

Etude réalisée sous la direction de Julien Damon,
avec Pierre-Yves Cusset, Sylvain Lemoine, Louis-Charles Viossat

Les pages qui suivent sont des extraits d'un rapport de présentation et d'analyse de dix familles d'innovations dans le domaine des politiques sociales. Le document complet comprend, pour chaque famille d'innovations, une étude détaillée de l'innovation phare et des fondements théoriques sur lesquelles elle s'appuie, la présentation d'autres innovations dans le même champ, les évaluations existantes, et une analyse des conditions de transposition de ce type d'innovation en France.

L'EDUCATION FINANCIERE

Le cas du programme « Aflatoun » né en Inde

DEFINITION

Dans de nombreux pays, riches ou pauvres, des programmes d'information et de vulgarisation permettent à la population d'apprendre à gérer ses finances personnelles.

L'éducation financière désigne l'ensemble des programmes de formation permettant une base de connaissances en gestion, en finance, en économie. Il s'agit de modules de formation intégrés à différents niveaux de scolarité, ou bien, le plus souvent, de dispositions originales pour former à côté du cadre scolaire. Des sites Internet, aux contenus variés, proposent quant à eux des applications permettant de découvrir, d'évaluer sa situation, de progresser.

Le contenu des programmes vise à assurer chaque foyer et chaque individu de pouvoir maîtriser son budget de dépenses courantes et d'investissements. Leur ambition est de lutter contre l'« illettrisme » ou l'« analphabétisme » financier et, plus largement, économique. Ces programmes peuvent porter sur les adultes (pour « réparer ») et/ou sur les enfants (pour « préparer » et prévenir). Ils prennent un essor tout particulier depuis la crise de la fin de la décennie 2000 qui a vu, d'une part, de nombreux épargnants prendre brutalement conscience qu'ils n'avaient pas porté une attention suffisante à leurs placements et, d'autre part, une perte de confiance dans les institutions financières.

FONDEMENTS

A l'heure où les marchés de capitaux deviennent de plus en plus perfectionnés et où les ménages assument plus de responsabilités et de risques lorsqu'ils prennent des décisions financières, l'éducation financière devient de plus en plus nécessaire aux particuliers et ce, non seulement pour assurer leur propre bien-être financier, mais aussi pour faciliter le bon fonctionnement des marchés de capitaux et de l'économie. L'éducation financière aide à

élaborer des budgets, à gérer des revenus, à épargner, à investir de façon efficiente et à éviter d'être victimes de fraudes.

Source d'inégalités mais aussi de problèmes sociaux individuels et collectifs (crise), le manque de connaissance de la réalité économique et budgétaire devient un sujet de première importance avec la financiarisation grandissante (et les crises qui en résultent) de l'économie. L'éducation financière, dans les pays en développement comme dans les pays très développés, devient un nouvel axe des politiques sociales et un axe particulièrement innovant de l'intervention sociale (au sens large, qui va du travail social à l'éducation).

Le mouvement global en faveur de l'éducation financière a été emmené par les institutions internationales, au premier rang desquelles l'OCDE, dans une série d'expertises et d'initiatives. L'organisation a considéré dès le milieu des années 1990, avec l'accroissement conjugué de la complexité des produits financiers et de la responsabilité individuelle en matière de décisions financières, que les consommateurs devaient mieux comprendre le fonctionnement des marchés de capitaux. Certains gouvernements ont, pour leur part, admis qu'il était de leur devoir de les y aider. L'OCDE a publié un ensemble d'expertises, de principes et de bonnes pratiques. Ces principes et pratiques sont destinés à encourager les entreprises de services financiers et des organisations comme les associations de consommateurs et les services sociaux à redoubler d'efforts pour éduquer les citoyens dans ce domaine.

INNOVATION PHARE

« **Aflatoun** » est un programme international d'origine indienne dont le dessein est d'enseigner aux enfants les rudiments de la finance et de la gestion budgétaire, tout en leur faisant découvrir leur droits et responsabilités, et en les sensibilisant à leur propre personne et à l'environnement qui les entoure. L'ambition de ce projet, né de l'initiative d'une ONG indienne, est d'inclure des cours de finance simple et de base, très tôt dans les programmes scolaires. Intitulé Aflatoun (Explorateur), du nom d'un personnage de bande dessinée inspiré d'une vedette de Bollywood, ce projet concerne des enfants âgés de 6 à 14 ans, considérés par la plupart des éducateurs comme trop jeunes pour comprendre les questions d'argent. Une partie importante de l'enseignement consiste à apprendre aux enfants à épargner, si possible en ouvrant un compte en banque. Ils ne possèdent en général que des petites sommes, mais suffisantes pour les habituer à manier l'argent correctement. Après avoir expérimenté son modèle dans l'Inde rurale, cette organisation dispense depuis 2005 des cours dans 26 pays, dont l'Argentine, l'Afrique du Sud et le Vietnam. Le programme est mis en œuvre par des partenaires locaux qui sont libres de contextualiser et d'adapter le dispositif aux besoins spécifiques et aux cultures des communautés locales. Sur proposition de la Banque centrale néerlandaise et de la Commission européenne, l'adaptation d'Aflatoun a déjà commencé dans des pays riches comme le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Lien : www.aflatoun.org

CONCLUSION SUR CE TYPE DE DISPOSITIFS

Aflatoun, dans le cadre du développement des programmes d'éducation financière, présente quelques particularités.

- Il s'intéresse aux très jeunes enfants, et les suit jusqu'à l'adolescence avec des modules adaptés.

- Il porte sur les pays en développement, mais avec des schémas et des principes adaptables au contexte des pays développés.
- Il est le seul à marier éducation sociale et éducation financière, estimant que c'est la clé pour une réussite de l'éducation financière dans son ensemble.
- Il rassemble des acteurs clés dans le domaine de la culture financière et les encourage à partager leurs expériences.

Le programme s'inscrit en réalité dans une profusion d'initiatives à travers le monde, l'Europe en particulier. Pour rendre compte de cette profusion, on fera état de quelques réalisations, puis des constats et recommandations établis dans le cadre de l'Union européenne.

Au Canada¹, on a constaté que les jeunes faisaient montre de méconnaissances mais aussi de comportements problématiques. En 2006, une étude de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada, a indiqué que six jeunes Canadiens sur dix avaient des dettes, les dettes issues de l'utilisation des cartes de crédit étant de loin les plus fréquentes (65 % de ceux qui ont des dettes), suivies des prêts étudiants (44 %). Parmi les jeunes Canadiens endettés, plus d'un tiers le sont pour 10 000 \$ ou plus. Parmi les réponses, le programme « Funny Money » enseigne aux jeunes des rudiments de finance personnelle, notamment le crédit, l'endettement et l'épargne. Depuis que le « Fonds pour l'éducation des investisseurs » a entrepris de parrainer le programme en 2005, en partenariat avec la Chambre de commerce de Cambridge (Ontario), Funny Money a attiré plus de 150 000 élèves dans 110 écoles de l'Ontario. Le programme Funny Money pour les écoles secondaires initie de manière divertissante les jeunes aux finances en leur faisant faire un survol allant des rudiments de la tenue d'un compte chèques et de la vérification d'un compte de carte de débit, jusqu'aux enseignements de base sur les cartes de crédit et plus encore. Le Fonds pour l'éducation des investisseurs fournit au public une source d'information financière fiable et objective par l'intermédiaire du site www.investorED.ca et offre aux élèves le programme pédagogique « Taking Stock In Your Future ». Cet organisme offre également une aide financière à des organismes à but non lucratif et communautaires.

En Italie, en décembre 2008, la région lombarde a lancé un portail Internet « Guida sul Credito al Consumo » (Guide du crédit à la consommation), accessible via le site www.regione.lombardia.it. Il vise à « enseigner un accès correct au crédit à la consommation » et à « consolider le rapport de confiance entre les consommateurs et le système financier ». Comment ? En diffusant certains réflexes pratiques ainsi qu'un numéro vert afin de soutenir à la fois « les prêteurs et les ménages souscripteurs de crédit ». Ce service est rendu disponible, depuis 2009, via les sites Internet des banques lombardes et des différentes sociétés de grande distribution qui ont participé à l'initiative.

En passant par le portail en éducation financière de l'OCDE (www.financial-education.org), on pourrait multiplier ainsi les exemples et les initiatives en Europe et à travers le monde visant à lutter contre l'« alphabétisme financier ». L'expression peu flatteuse renvoie à un problème réel : la plupart des particuliers ne connaissent pas grand-chose aux règles financières les plus élémentaires. Elle se trouve aujourd'hui explicitement inscrite sur

¹. Le Canada s'est préoccupé tôt et en profondeur d'éducation (ou de « capacité ») financière. Voir les actes du colloque organisé par le Projet de Recherche sur les Politiques (PRP), « Pourquoi la capacité financière est-elle importante ? », rapport de synthèse sur les Canadiens et l'argent. Symposium national sur la capacité financière, 9 et 10 juin 2005 à Ottawa

l'agenda européen. En décembre 2007, une communication de la Commission a ainsi été publiée sur ce thème², énonçant certains principes fondamentaux et annonçant des initiatives renforcées en particulier pour aider les enseignants et établissements à davantage insérer les questions financières dans leurs programmes. En mai 2008, la Commission a créé un groupe d'experts sur l'éducation financière, composé de professionnels. Ce groupe conseillera la Commission sur la politique en la matière.

Au-delà des constats et propositions sur le service bancaire de base et la lutte contre l'« exclusion financière » en général, le point important est l'affichage par la Commission d'une volonté forte pour pousser les Etats membres à promouvoir l'éducation à la gestion financière de base dès le plus jeune âge.

S'appuyant sur le concept de portail en éducation financière développé par l'OCDE l'année précédente, la Commission a publié, en 2009, sur le site Europa (http://ec.europa.eu/internal_market/fesis) une base de données européenne sur les programmes d'éducation financière (European Database for Financial Education, « EDFE »). Elle est destinée à indexer les nombreux programmes d'éducation financière proposés par les institutions publiques ou privées de l'Union européenne.

². http://ec.europa.eu/internal_market/finservices-retail/docs/capability/communication_fr.pdf